

Sanaa Taleb, âgée de 33 ans et d'origine marocaine, vit en Grèce depuis 2011. Elle travaillait dans un magasin au centre d'Athènes jusque le 4 Avril 2015. Ce jour là elle a été arrêtée par la police pour être "en situation clandestine". Elle a été transportée, comme les autres migrantes sans papiers, au centre de rétention d'Elliniko (banlieue d'Athènes). Il s'agit d'un centre de capacité de 186 personnes qu'on a dénoncé a plusieurs reprises les conditions de rétention lamentables.

En octobre 2015, et en attendant l'échéance de 6 mois [le gouvernement de gauche avait annoncé avant les élections de l'année dernière qu'aucun migrant ne sera détenu pour la seule raison d'illégalité après un délai de 6 mois] le commandant de la police de l'immigration a annoncé au Sanaa qu'elle sera détenue pour 3 mois de plus. Sanaa et une autre détenue -avec le support d'autres migrantes codétenues- commencent alors l'abstention de repas pour protester contre les conditions sanitaires et l'extension de détention arbitraire. Dans un seconds temps, on a été informé sur d'autres détenues qui ont exprimé aussi l'intention de protester mais elles se sont repliés après des menaces sous-entendus des surveillants de prison. Dans l'entre-temps la police a tenté de refouler cinq autres détenues.

Le 5 novembre, durant le cinquième jour d'abstention de repas, Sanaa a été informée qu'elle va bientôt se libérer. Mais son enthousiasme ne durera pour longtemps. Elle sera aussitôt transportée enchaînée au garage souterrain de l'Office des étrangers (bâtiment Petrou Ralli) et après a l'aéroport d'Athènes. Au moment où elle comprend qu'elle sera déportée, elle s'y résiste. Elle dénonce l'arrachement de sa tête et d'autres violences physiques de la part de police. Bien qu'elle a réussi d'arrêter son déportement, elle sera dorénavant accusée de désobéissance à l'encontre des administrations publiques et des sinistres infligés à la voiture de la police. C'est la première fois qu'une immigrée est accusée de désobéissance, pour cause de refuser son déportement. Elle a aussi insistée de déposer sur les faits, à la présence de son avocat, mais les policiers l'ont forcée de déposer son témoignage sans aucune assistance judiciaire.

Le 6 novembre elle se retrouve sous les grilles de la cellule d'Elliniko et recommence l'abstention des repas. Les flics n'autorisent un group des solidaires de délivrer des aliments normalisés ni à lui ni à d'autres détenues, dans un effort de provoquer de discordes parmi elles. En outre, elle ne se procure pas des médicaments (tranquillisants), malgré les références des médecins sur les effets mentales de la rétention prolongée. A la fin novembre elle se transporte accompagnée des ses gardiens a l'hôpital psychiatrique d'Athènes [Dafni]. Sa réclamation de libération, introduite d'après l'avis médicale, s'est cependant rejetée. Malgré tout elle ne se décourage pas. Elle reprend une grève de la faim avec d'autres codétenues le 14 décembre et après deux jours elles réussissent l'accomplissement partielle des ses demandes en ce qui concerne l'amélioration d'état de rétention.

Au début de l'année, Sanaa Taleb "est condamnée" à 3 mois de rétention de plus. C'est la première fois, de ce qu'on connaît, qu'une migrante va être emprisonnée pour 12 mois consécutifs. D'après la décision policière, sa rétention sera prolongée à cause de la déportation imminente. Mais les autorités grecs "oublient" qu'elle est aussi protégée par le statu du demandeur d'asile, puisque sa demande n'a pas encore été examinée ! En attendant la reponse des autorités sur le sujet, Sanaa est inculpée d'une infraction pénale concernant les conditions de sa déportation essayée par la police. Son affaire est reportée quatre fois par la justice. **L'audition se déroulera le 31 mai 2016.** La demande d'asile qu'elle a été déposée début février n'a pas été acceptée. Son avocat a déjà déposé une opposition, qu'elle était supposée d'être examinée le 9 mars, mais le tribunal a renvoyée sa décision.

En ce qui nous concerne, Sanaa n'est pas seulement une migrante qui se lève avec toute sa fermeté contre le mécanisme étatique anti-migratoire qui l'enferme dans un camp de concentration moderne. Elle incarne aussi la lutte contre les préjugés de la patriarchie, d'après lesquelles une détenue doit accepter son sort sans protester. On voit clairement une lutte des classes contre toute exploitation et contre "l'invisibilité" des plus opprimées du monde. On voit la lutte contre le système des distinctions

fausses entre les "mauvais immigrés" et les "bons réfugiés". Parce que c'est le même mécanisme qui en même temps montre ses dents aux premiers et accueille les autres comme le futur main d'œuvre malléable et bon marché. Parce que l'enfermement aux camps de rétention ne constitue qu'une seule étape de la guerre déclarée aux migrant(e)s. Une guerre qui se déroule aux frontières aux barbelés meurtriers, aux ghettos des banlieues métropolitaines ainsi qu'aux usines et aux champs où sa force ouvrière est exploitée.

On se range du côté de Sanaa Taleb et de tout(e) migrant(e)s détenu(e) pour toutes les raisons du monde. On invite tous/tes les camarades d'organiser des manifestations et des actes de solidarité avec la lutte de Sanaa Taleb. Pour démolir les murs de la fermeture, du déni et d'invisibilité imposés aux migrants. Pour supprimer toute distinction autoritaire et séparatiste.

**Retrait immédiat de toute charge reprochée au Sanaa**

**Papiers de séjour régulier pour tous/tes migrant(e)s**

**Liberté de circulation pour tous/tes**

**Musaferat**

**Mars 2016**